

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
Division de Bar-le-Duc  
14 rue Antoine Durenne  
Parc Bradfer \_ CS 70542  
55013 Bar-le-duc Cedex

Bar-le-duc, le 23/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY**

BP 1

55100 Dugny-Sur-Meuse

Références : CL/625-2025  
Code AIOT : 0006205742

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2025 dans l'établissement CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY implanté BP1 55100 Dugny-sur-Meuse. L'inspection a été annoncée le 15/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY
- BP1 55100 Dugny-sur-Meuse
- Code AIOT : 0006205742
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société des CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY exploite une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la commune de Dugny-sur-Meuse. Les matériaux extraits sur le site servent à alimenter les fours à chaux situés à proximité immédiate de cette dernière.

### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Mesures de réduction	Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 2.1.2.1.B/	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Volumes	Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 1.2.1	Sans objet
2	Mesures d'évitement	Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 2.1.2.1.A/	Sans objet
4	Suivi mesures ERC	Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 2.1.2.2	Sans objet
5	Suivi autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 2.6	Sans objet
6	Suivi poussières	Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 4.2.1.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

D'une manière générale, l'exploitant a mis en place et suit les prescriptions relatives aux mesures ERC de sa carrière. Toutefois, concernant la mesure (R12), il n'a pas mis en place les trois cavités à destination du Grand-duc d'Europe. Le suivi des mesures ERC réalisé par un écologue semble indiquer que cette mesure de compensation n'est plus pertinente au regard du contexte actuel du site. L'exploitant travaille actuellement avec un écologue pour définir une alternative équivalente à cette mesure correspondant au contexte.

Cette nouvelle mesure entraînerait une modification de l'article 2.1.2.1-b de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site, elle devra être portée à la connaissance de Monsieur le Préfet de la Meuse.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volumes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Volume d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>

**2510-1:** 1 850 000 (2 000 000) t/an;

**2515-1-a:** 795 kW.

**Constats :**

Le jour du contrôle, l'inspection a demandé le bilan des tonnages extraits depuis 2020:

- 2020: 1 216 923 tonnes;
- 2021: 1 319 461 tonnes;
- 2022: 1 246 917 tonnes;
- 2023: 1 080 835 tonnes;
- 2024: 1 199 361 tonnes;
- 2025: 949 525 tonnes au 18 novembre 2025.

Pour ce qui concerne l'installation de broyage concassage, elle n'a pas évolué.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Mesures d'évitement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 2.1.2.1.A/

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesures d'évitement

**Prescription contrôlée :**

- La bande boisée située le long de la route à l'est et les zones arborées et arbustives (9 700 m<sup>2</sup> au total) s'étendant au sud-est du terriil, sont conservées dans l'état (E1) ;
- l'ensemble de l'habitat forestier et une section prairiale (5,9 ha au total), situés à l'ouest au sein de l'emprise du site, sont préservés (E2) ;
- les zones de lisières et la zone de friche (8 500 m<sup>2</sup> au total) situées à l'ouest au sein de l'emprise du site, qui abritent un arbre gîte à chiroptères et deux stations de Succise des prés (plante d'intérêt patrimonial), sont préservées (E3) ;
- les fourrés (1,2 ha) s'étendant le long de la limite nord-ouest au sein de l'emprise du site, sont préservés (E4) ;
- le sommet du terriil sud-est (3,1 ha) est préservé. Le périmètre est contourné pour la poursuite des opérations de remblaiement vers le sud (E5) ;
- la haie, ainsi qu'une zone tampon de 15 m de large le long de cette dernière (5 700 m<sup>2</sup> au total), situées en limite sud-ouest, sont conservées (E6) ;
- le bosquet (9 750 m<sup>2</sup>) situé à la pointe nord au sein de l'emprise du site, est maintenu (E7) ;
- le bassin de pompage central et la zone réaménagée en périphérie sud de celui-ci (6,13 ha au total), sont conservés (E8) ;
- la zone arbustive semi-ouverte (6 ha) située à l'ouest dans la continuité de la mesure E2, est préservée (E9).

Les mesures d'évitement complémentaires suivantes sont mises en place pour limiter l'impact paysager du site sur son environnement (cf. complément de dossier du 17 septembre 2020) :

- réduction du périmètre d'exploitation au nord-ouest (E1<sub>p</sub>) et au sud-ouest (E2<sub>p</sub>) ;
- conservation des boisements, des haies et des merlons existants, en limite du périmètre

(E3<sub>p</sub>).

**Constats :**

Le jour du contrôle, l'inspection a demandé à l'exploitant la situation concernant l'ensemble des mesures ci-dessus.

Les documents présentés par l'exploitant (cartes, rapports de suivi) montrent que ces mesures sont en place.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Mesures de réduction**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 2.1.2.1.B/

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesures de réduction

**Prescription contrôlée :**

- Les travaux de déboisement/défrichement et coupes d'arbres et d'arbustes sont uniquement réalisés entre les mois de septembre et février (R1) ;
- l'abattage des arbres-gîtes potentiels, identifiés par un chiroptérologue avant toute opération de déboisement/défrichement, est effectué aux mois de septembre et octobre, hors périodes d'hivernage, de reproduction et d'estivage des chiroptères (R2) ;
- le décapage des terrains non-cultivés est effectué entre les mois d'avril et d'octobre, hors période d'hibernation de l'herpétofaune, à la condition que les opérations de déboisement/défrichement ait été réalisées la même année (R3) ;
- tout remaniement des merlons est réalisé entre les mois d'avril et d'octobre. En cas de présence de formations arbustives, ledit remaniement est limité aux mois de septembre et octobre (R4) ;
- des mesures spécifiques d'exploitation sont mises en place pour limiter l'attractivité de certaines sections du front favorables à l'Hirondelle de rivage. En parallèle, l'exploitant veille à la formation de son personnel pour la reconnaissance de l'Hirondelle de rivage et du Guêpier d'Europe, de leurs nids, et des mesures à mettre en place pour leur préservation (R5) ;
- toute intervention au droit des milieux aquatiques (pompage, drainage, curage, remblaiement, ...) est réalisée entre les mois de septembre à février (R6) ;

[...]

- trois cavités dédiées au Gand-duc d'Europe sont aménagées au niveau des anciens fronts de taille situés les plus au nord de la carrière, au minimum à 10 m de hauteur. Ces cavités sont réalisées dès le début de la phase 1 d'exploitation, sont creusées sur environ 50 à 100 cm de profondeur et de hauteur, et tapissées d'une couche de terre végétale de 5 cm d'épaisseur. Après leur mise en place, un périmètre de tranquillité est assuré par l'exploitant pendant la période la plus sensible pour l'espèce, soit de février à mai [R12 (ex. A1-2)]. Pendant cette période:
  - la circulation de personnes à pied sur la piste menant au sommet des fronts (limite nord du site) et au pied du front réaménagé est proscrite. Une distance d'au moins 100 m depuis ces fronts est respectée,
  - la circulation des véhicules est ponctuelle et non liée à la rotation des engins

transportant les matériaux ;

[...]

Les mesures de réduction complémentaires suivantes sont mises en place pour atténuer l'impact paysager du site sur son environnement (cf. complément de dossier du 17 septembre 2020) :

- mise en place de filtres visuels (bandes boisées/haies arbustives/haies mixtes) :
  - en limite sud-est, dans la bande des 10 m et en surélévation (R1<sub>p</sub>),
  - en limite nord, dans la bande des 10 m le long du chemin dit "des Huit Chevaux", ainsi que dans l'angle nord-ouest (R2<sub>p</sub>),
  - en bordure de la voie communale n° 2 (R3<sub>p</sub>) ;
- modelage et végétalisation de la seconde partie du remblai de stériles (R4<sub>p</sub>) ;
- aménagement des fronts supérieurs (R5<sub>p</sub>) ;
- gestion de la terre végétale pour la restitution de plusieurs zones de replat du carreau à vocation agricole potentielle (R6<sub>p</sub>) ;
- réaménagement coordonné de l'extension du modelé sud-est et de certains fronts de découverte (R7<sub>p</sub>) ;
- gestion du site pendant les travaux, notamment sur les aspects entretien et propreté (R8<sub>p</sub>).

#### Constats :

Le jour du contrôle, l'inspection a demandé à l'exploitant la situation concernant l'ensemble des mesures ci-dessus.

Les documents présentés par l'exploitant (cartes, rapport de suivi) montrent que certaines mesures ne sont pas en place.

La mesure R12 relative à la mise en place de trois cavités dédiées au Grand-duc d'Europe n'a pas été mise en place. L'exploitant échange avec l'association environnementale réalisant le suivi des mesures sur son site sur une alternative plus pertinente à cette mesure.

La mesure R4<sub>p</sub> relative au modelage et végétalisation de la seconde partie du remblai n'a pas démarré dans la mesure où le remblayage actuel est toujours sur la même zone.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place les trois cavités à destination du Grand-duc d'Europe ou proposer une alternative équivalente à cette mesure.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 4 : Suivi mesures ERC

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 2.1.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suivi mesures ERC

#### Prescription contrôlée :

Un suivi écologique est mis en place par l'exploitant. Il est réalisé par un expert écologue et comporte notamment les actions suivantes :

- vérification de la mise en œuvre et de l'efficacité des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement/aménagements prévues,

- suivi de l'ensemble des espèces protégées recensées dans l'emprise de la carrière (faune et flore),
- réalisation d'un suivi annuel spécifique pour le Grand-duc d'Europe. Ce suivi est engagé avant la destruction du nid existant,
- réalisation d'un suivi spécifique pour l'Hirondelle de rivage,
- ajustements des mesures, en cas de besoin et sur la base d'éléments justificatifs.

Le suivi écologique est effectué annuellement pendant 3 ans sur la première période d'exploitation, soit T0+1, T0+2, T0+3, puis une fois tous les 5 ans pendant la durée de l'autorisation (T0+5, T0+10, etc.) et après exploitation (T0+30, T0+35).

L'exploitant élabore un plan de gestion à l'issue de la première campagne de suivi. Ce dernier est actualisé tous les 5 ans en tenant compte des résultats du suivi écologique et des conditions réellement présentes sur le site.

#### **Constats :**

Le jour du contrôle, l'exploitant a présenté le dernier suivi des mesures ERC réalisé par un écologue pour l'année 2024. Le contenu de ce suivi répondait aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière. Il comporte notamment:

- la vérification de la mise en œuvre et de l'efficacité des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement/aménagements prévues,
- suivi des espèces protégées recensées dans l'emprise de la carrière (faune et flore),
- réalisation d'un suivi annuel spécifique pour le Grand-duc d'Europe,
- réalisation d'un suivi spécifique pour l'Hirondelle de rivage,
- ajustements des mesures, en cas de besoin et sur la base d'éléments justificatifs.

Il convient de noter que les nouvelles cavités pour le Grand duc d'Europe n'ont pas été créées. Le suivi recommande de modifier cette prescription (R12) au regard des constats réalisés.

Une réflexion entre l'association en charge du suivi écologique et l'exploitant est en cours pour proposer une alternative à cette mesure (R12). La zone actuelle du nid ne fait pas l'objet de dérangement actuellement. Pour le moment, le suivi préconise de renforcer la protection du nid actuel.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection recommande à l'exploitant de mettre en place les mesures de renforcement de la protection du nid du Grand-duc d'Europe.

L'exploitant doit également transmettre à Monsieur le Préfet de la Meuse un dossier de modification des conditions d'exploitation pour la mesure (R12), dès lors qu'il aura défini une mesure alternative avec son écologue.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 5 : Suivi autosurveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 2.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance

**Prescription contrôlée :**

<p>L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du présent arrêté, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.</p> <p>Il informe le Préfet et l'inspection des installations classées, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p> <p>Les rapports d'analyses commentés sont tenus à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant toute la durée de l'autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour du contrôle, l'exploitant a présenté un suivi des résultats des mesures. Ces résultats étaient analysés et interprétés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Suivi poussières**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 4.2.1.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.</p> <p>Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation.</p> <p>Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour du contrôle, l'exploitant a présenté le suivi 2025 qui intègre le rappel depuis 2019. Aucun dépassement n'est mis en évidence.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>